

de l'OTAN portent des casques bleus, des bérets bleus et des insignes bleus aux épaules, sur lesquels figurent des marques distinctives.

M. Stewart (Winnipeg-Nord): Dois-je comprendre qu'à l'heure actuelle ils portent l'uniforme de combat? C'est un uniforme qui peut être bien incommode dans le désert du Sinaï. Je pense qu'on devrait les munir de l'uniforme d'été, si c'est possible. C'est l'uniforme qu'il faut pour cette région.

L'hon. M. Campney: La question est à l'étude.

CÔÛT DE LA PRÉPARATION DU CONTINGENT CANADIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. D. S. Harkness (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Défense nationale. Peut-il nous dire combien a coûté le transport par avion des *Queen's Own Rifles* de Calgary à Halifax, et combien a coûté le réarmement du *Magnificent* en vue de les transporter outre-mer?

L'hon. M. Campney (ministre de la Défense nationale): Non, monsieur l'Orateur; pas en ce moment. On est en train de calculer ces frais, mais il ne sont pas encore connus.

M. Harkness: Je me demande si le ministre pourrait obtenir ces renseignements à notre intention et nous les communiquer, peut-être demain.

L'hon. M. Campney: Je tâcherai de le faire.

LE COMMERCE

QUESTION À PROPOS DES CONSÉQUENCES QUE PEUVENT AVOIR POUR LE CANADA DES RELATIONS PLUS ÉTROITES ENTRE LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE.

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Donald M. Fleming (Eglington): Monsieur l'Orateur, étant donné les nouvelles en provenance du Royaume-Uni à propos de négociations tendant à établir des relations commerciales plus étroites entre ce pays et les pays de l'Europe occidentale, le ministre du Commerce est-il en mesure de nous dire quelles conséquences, d'après le Gouvernement du Canada, cette ligne de conduite aura sur nos échanges avec le Royaume-Uni et quelles mesures, s'il en est, prend notre Gouvernement pour faire part de son attitude à ce propos au gouvernement du Royaume-Uni?

Le très hon. M. C. D. Howe (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, une déclaration officielle indiquant l'attitude du gouvernement du Canada a été publiée il y a

deux ou trois semaines. Je n'ai pas le texte de cette déclaration ici, mais je serai heureux de me le procurer et de le consigner au compte rendu. Le programme en cause ne sera pas appliqué avant un an et demi sans doute et il faudra dix ans avant de le compléter. Le gouvernement du Canada a pour but d'étudier la situation très attentivement au fur et à mesure et nous avons passablement confiance que, en cas de difficultés, le gouvernement du Royaume-Uni tiendra compte de notre point de vue.

M. Fleming: Dois-je comprendre qu'il doit y avoir une communication autre que la déclaration du premier ministre qui a été publiée voici quelques jours? S'il en est ainsi, le gouvernement canadien a-t-il communiqué récemment ses vues en la matière au gouvernement du Royaume-Uni?

Le très hon. M. Howe: Si je comprends bien, le document qu'on a publié était la réponse du gouvernement canadien au ministre des Finances du Royaume-Uni.

L'IMMIGRATION

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS AU SUJET DE L'EXAMEN RADIOGRAPHIQUE DES RÉFUGIÉS HONGROIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. K. Fraser (Peterborough): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. Le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration a-t-il supprimé tout examen radiographique des poumons dans le cas des réfugiés hongrois qui entrent au Canada afin de faciliter leur immigration, et le gouvernement fédéral prendra-t-il soin de ces réfugiés qui ne sont pas examinés aux rayons-X là-bas, s'ils ont la tuberculose, quand ils arriveront au Canada?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): Voici la situation. On a donné ordre de ne pas laisser les examens radiographiques nuire à la sortie des immigrants. Si on en a le temps, on procède à ces examens. Si on n'en a pas le temps, mention en est faite, et des dispositions seront prises en vue de l'examen radiographique après l'arrivée des réfugiés au Canada. Nous cherchons de la façon ordinaire à prendre des dispositions avec les autorités provinciales et locales en vue du traitement des personnes qui peuvent avoir besoin d'être soignées, et j'espère que nous obtiendrons à cet égard une collaboration en acte aussi bien qu'en parole.

M. Fraser (Peterborough): Je poserai encore une question, monsieur l'Orateur. Si ceux qu'on examine aux rayons-X là-bas sont tu-